

CAMBODGE NOUVEAU

1 - 16 juillet 1996

Politique Economie Finances

2eme année Numéro 54

choisir

On comprend bien que la situation d'assistés impatiente parfois les dirigeants des pays aidés par la communauté internationale. C'est une question d'amour-propre, mais aussi une question d'identité nationale.

Avec l'aide étrangère, avec la présence de quantité d'experts dans tous les domaines et jusque dans les villages, c'est un flux puissant de valeurs, de méthodes pratiquées ailleurs qui entre au Cambodge. L'identité nationale ne risque-t-elle pas de se diluer dans cette "mondialisation" soudaine ?

Oui, et il appartient aux Cambodgiens de réagir : ce domaine est vraiment le leur. Retrouver leur culture, leurs traditions, résister à ce qui les menace, faire le tri dans ces coutumes et dans ce qui arrive de l'étranger, c'est leur affaire.

On ne voit pas comment ils pourraient échapper à une loi sur le travail par exemple, ou à un code de commerce. Se conformer à des règles du jeu compatibles avec celles des autres pays reste un bon moyen de diminuer les conflits chez soi et avec les voisins.

Les droits de l'homme, la liberté d'expression, le multipartisme, sont-ils des apports étrangers à intégrer ? Ou à rejeter ? La transparence des contrats est-elle une nuisible invention des occidentaux, une exigence abusive ?

A ces questions, il appartient aux Cambodgiens de donner des réponses, et de façonner ainsi leur avenir, et leur culture. Certains pays asiatiques ont fait leurs choix. C.N.

réunion du Groupe Consultatif à Tokyo

L'aide c'est très bien, mais ...

Si les plus récentes tendances se confirment, le Cambodge n'a pas de souci à se faire pour la poursuite de l'aide internationale. A la réunion du "Groupe Consultatif" (qui succède à l'ICORC) à Tokyo, les 11 et 12 juillet, les organismes et pays donateurs devraient donner une réponse favorable à sa demande d'une aide accrue de 842 millions de dollars pour 3 ans (soit un total de 1,6 milliard) pour financer le Programme d'Investissements Publics 1996-1998.

L'approche a été, selon le rituel, faite d'un peu de bluff, destiné de chaque côté autant à l'interlocuteur qu'aux opinions publiques.

Côté donateurs, on veut maintenir la pression sur le gouvernement aidé, pour qu'il corrige ses faiblesses, qu'il n'imagine pas que l'aide est inconditionnelle, automatique.

Aux médias des pays donateurs, à tous ceux qui craignent le gaspillage des deniers publics (qui sont en dernière analyse ceux des contribuables des pays industrialisés) et l'enrichissement frauduleux des intermédiaires, que l'aide est attribuée avec discernement, à des bénéficiaires qui la méritent.

On exprime donc une certaine sévérité courtoise vis à vis du gouvernement aidé, on émet des mises en garde, on menace plus ou moins de suspendre l'aide s'il n'y a pas de progrès, on évoque la démocratie et les droits de l'Homme etc ...

Côté récipiendaires, on fournit les chiffres, les rapports de-

mandés qui montrent les progrès accomplis. Et bien sûr on proteste contre toute ingérence extérieure si l'on estime que les investigations des donateurs vont trop loin, pour faire preuve d'indépendance. C'est le jeu.

Mais quels que soient les cahots et les grincements du dialogue

Vaste et complexe machine, l'aide au tiers-monde a un rendement très faible.

Pour le Cambodge tout continue.

-il arrive qu'il y en ait d'authentiques- il est exclu que l'aide internationale soit suspendue. Les raisons de la poursuivre sont beaucoup plus fortes que les raisons de la diminuer ou de la stopper.

les bonnes et fortes raisons de l'aide

La première raison de l'aide, c'est qu'elle est utile aux pays donateurs. D'abord, elle confère une bonne image internationale : grandeur, force, générosité, utilité concrètement démontrées. Le Japon, premier des pays donateurs, tient particulièrement à soigner ainsi son image, pour effacer (notamment en Asie) une image précédente moins favorable. Son intervention au Cambodge au sein de la force de paix de l'ONU s'inscrit dans ce cadre. Son aide au Cambodge, très substantielle,

est bien ciblée -et bien visible. Second pays "donneur", la France n'oublie certainement pas son image.

L'aide est aussi un instrument majeur de la politique étrangère, de la géopolitique, un moyen de diminuer les risques de troubles, de révolutions, ou de conflits. Aider les pays les plus démunis, c'est un peu diminuer les risques de feux de brousse, qui pourraient devenir vastes incendies; c'est un moyen de surveiller et de prévenir, de maintenir discrètement l'ordre.

C'est d'ailleurs pourquoi les pays donateurs ne tiennent nullement à favoriser, dans les pays assistés, les contestataires, les oppositions ... ils sont tout naturellement du côté du pouvoir.

L'aide est bien sûr pour le pays donneur une façon d'assurer une présence culturelle, linguistique, économique, de maintenir des réseaux d'amitié et d'intérêts. D'avoir une influence politique, et bien sûr de promouvoir son économie.

L'aide est une façon de soutenir la concurrence dans tous les domaines avec les autres pays industrialisés. L'aide au tiers-monde fait partie de la stratégie mondiale des grands pays industrialisés.

Les enjeux, de nos jours, sont surtout économiques. L'aide contribue à créer des marchés, des investissements, des échanges, des emplois ... Il est clair qu'en aidant les pays en développement, on pense en faire des partenaires et des clients.

(suite page 2)

à l'intérieur

L'aide, c'est très bien

La télévision au Cambodge

Ilévaculture : auto-destruction ?

Tribune Libre : Claude Billaudun

pages 1-2-3

pages 4-5

pages 6-7

page 8

à propos de l'aide au développement

(suite de la page 1)

Une autre forte raison de la pérennité de l'aide, c'est qu'elle ne se justifie que sur la longue durée. Lorsqu'on entreprend comme au Cambodge de réorganiser l'Education nationale, la Santé, de reconstruire les routes, la production et la distribution de l'eau, de l'électricité, ou encore les structures de l'Etat, on sait que l'on s'engage pour de nombreuses années, on met en route un énorme bateau, aux réflexes lents, qu'on ne peut pas arrêter sous prétexte que l'on est en désaccord sur tel ou tel point.

Il est indéniable enfin que l'aide correspond, à l'origine, à une idée désintéressée, à une simple générosité naturelle. L'idée n'a pas disparu, mais elle n'est qu'une petite voix dans le concert d'intérêts énormes.

réorganiser la planète

L'idée d'une aide accrue visant à l'harmonisation à l'échelle du monde, défendue à la réunion du G7 à Lyon notamment par Jacques Chirac, accompagne tout naturellement le phénomène de la mondialisation des échanges et de l'économie en général. Evolution bien compréhensible : après la longue, laborieuse formation des nations, qui n'est d'ailleurs pas encore complètement achevée comme on le voit dans l'ex-Yougoslavie, dans l'ex-URSS, et ici et là en Asie, après l'organisation, en cours, d'entités régionales comme l'Union Européenne, l'AFTA, l'ASEAN, ... on songe à l'organisation de la planète. C'est d'ailleurs déjà l'idée qui a inspiré la création de l'ONU, à laquelle on donne un nouveau souffle. Une aide qui tend à corriger les déséquilibres.

l'aide a des "effets pervers"

Mais du même coup on s'aperçoit que l'aide au tiers-monde, la fois désintéressée et intéressée, qui a de bonnes et fortes raisons d'exister, de durer, voire de s'amplifier a pourtant des effets "pervers" indéniables.

Les transferts de technologie, les aides à l'exportation, créent une concurrence qui peut devenir dangereuse pour les activités nationales : l'industrie textile en est l'exemple type. De sorte que les mêmes contribuables et les mêmes députés, d'accord pour aider les pays sous-développés dans un esprit d'entraide internationale et d'équité, d'accord pour partager le surplus, ne le sont plus, ou beaucoup moins, pour partager les emplois et les salaires.

Comment combiner le principe du libre-échange généralisé et de la mondialisation, d'une part, et la très grande disparité des conditions de travail d'autre part ? Si les coûts de production sont 10 fois moins élevés en Chine qu'en France, parce que les salaires y sont très bas et la protection sociale inexistante, les lois élémentaires de la concurrence se trouvent faussées. A l'évidence, le système ne peut pas fonctionner longtemps. Entraide et concurrence se combinent mal.

Il faut ou bien que les pays industrialisés se protègent (ce n'est plus la mondialisation), ou bien que l'on crée un certain code international du travail, qui impose aux pays en développement un salaire minimum, des horaires de travail, des congés payés, des retraites, une sécurité sociale ... On en parlera encore

dans 20 ans.

Une troisième hypothèse, c'est la disparition du système de protection sociale dans les pays industrialisés, un égalisation par le bas ...

Une quatrième, pour le court terme, c'est le déplacement de l'activité : on faisait du textile, on fait maintenant autre chose.

le faible rendement des organismes donateurs

Les systèmes de transfert de l'aide eux-mêmes, relevant de l'UNDP, de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne etc ... n'ont pas toujours l'efficacité souhaitable. Ces administrations très lourdes, bureaucratiques, ont du mal à s'adapter aux "terrains" très divers qu'elles entendent aider, aux cultures, aux circonstances locales. Les stratégies sont longues à définir, difficiles à modifier. Les procédures, dans le travail quotidien, paralysantes. Beaucoup mieux armés pour le travail de recherche que pour celui d'exécution, les organismes "aideurs", internationaux surtout, accumulent des rapports souvent redondants, des

circulaires, des réunions et consacrent un temps et des moyens souvent disproportionnés. Le "rendement" des systèmes d'aide est très faible. Environ 90 % des experts étrangers sont à Phnom Penh, remarque M. S. Shvaku-mar dans un rapport de l'UNDP/CARERE cité par le *Phnom Penh Post* du 28 juillet.

Heureusement que ces organismes peuvent faire appel à des ONG habituées au "terrain" !

A quoi s'ajoute qu'il y a discrète mais forte concurrence, lutte d'influence, entre eux (Banque Mondiale, UNDP, ADB ...) ce qui diminue encore l'efficacité générale.

On constate aussi un vague "nationalisme asiatique" qui s'agace de la présence et du formalisme des occidentaux.

entre "ingérence" et laxisme

L'aide arrive dans les pays aidés. Nouveaux problèmes. Faut-il aider "en aveugle", ou de façon "conditionnelle" ?

Sur certains points, il y a conventions claires : ainsi le FMI n'apporte son aide au finances cambodgiennes que s'il existe un

destination de l'aide

La répartition de l'aide demandée par le Cambodge à la réunion de Tokyo pour la période 1996 - 1998, est la suivante :

- Aviation civile : 39 millions de \$;
- Agences étatiques : 29 millions (dont azide à la Justice 6,9);
- Culture et religion : 33 millions (dont 15 pour la reconstruction du théâtre national, 13,5 pour la restauration d'Angkor, 1,5 pour des centres culturels en province);
- Education : 92 millions;
- Environnement : 37 millions;
- Santé : 171 millions;

- Industrie, Mines, Energie : 188 millions;
- Information : 10 millions;
- Intérieur : 86 millions;
- Postes et Télécom : 92 mio;
- Travaux Publics : 217 mio;
- Agriculture, Forêts, Pêches : 191;
- Développement rural : 113 mio;
- Action sociale, Femmes, Affaires communautaires : 16,6;
- Tourisme : 24 mio; sites : 24 mio;
- autres : déminage : 28; réforme administrative : 14; retraite des fonctionnaires : 40; démobilisation : 70.

A PROPOS ...

le PNK dans l'attente

Il n'est pas exact de dire que le PNK (Parti Nation Khmère de Sam Rainsy) est "interdit", explique en substance le Secrétaire d'Etat à l'Information Khieu Kanharith dans une note adressée à la presse. S'il n'est pas autorisé, c'est à cause de l'absence de Conseil National Suprême, et d'une législation spécifique, qui

est en préparation au ministère de l'Intérieur.

Le PNK n'est en somme ni interdit, ni autorisé. De même, il est impossible de dire lequel des deux PLDB est légal.

En attendant, "des partis politiques peuvent être créés et mener des activités politiques". L'ouverture de bureaux en province semble donc être légale (à condition que les partis informent à temps les autorités locales).

Khmer Citizen Party

Le président de "l'autre PNK", Nguon Soeur, remplace sa dénomination de *Parti Nation Khmère* (ou *KNP*) par *Khmer Citizen Party* (*KCP*). De fait la réconciliation entre lui et Sam Rainsy semble exclue, et ce changement de nom évite la confusion entre deux partis distincts. Le KCP entend critiquer le gouvernement, mais de façon plus "constructive" que le KNP. Le KCP attend lui aussi sa recon-

naissance officielle.

Journaliste emprisonné

Un an de prison et 5 millions de riels d'amende pour le journaliste Chan Rattana, rédacteur-en-chef de *La Voix de la Jeunesse Khmère*, pour diffamation, a confirmé la Cour Suprême. Cette décision s'appuie sur l'article 63 de la loi "Untac". Les organismes de défense des droits de l'Homme et l'opinion en général voient dans cette condamnation la poursuite

à propos de l'aide au développement

(suite de la page 2)

budget, et que le gouvernement s'y tient. On veille aux "grands équilibres", on demande la transparence.

En présence d'évidentes obscurités, de dérapages, que fait le FMI ? Apparemment, rien qui risque de compromettre les objectifs à long terme.

Pour les uns, l'aide doit être inconditionnelle. C'est la position récemment exprimée par l'ambassadeur de l'Union Européenne en visite à Phnom Penh. D'abord parce que poser des conditions, surveiller la façon dont l'aide est dépensée et intervenir dans la gestion, c'est de "l'ingérence". Ensuite parce qu'il ne faut pas se substituer à l'administration des pays aidés

mais la laisser acquérir de l'expérience.

Pour les autres, il faut au contraire surveiller étroitement l'utilisation de l'aide, parce que les donateurs (en fait les contribuables des pays industrialisés) ne comprendraient pas que l'argent soit gaspillé, que le système aboutisse à enrichir quelques responsables agissant en prédateurs. Les bénéficiaires supposés, notamment les villageois qu'en dernière analyse il s'agit d'aider, le comprendraient moins encore.

Et puis il faut donner l'habitude, au besoin par la contrainte, d'une gestion rigoureuse.

Le pire serait que la "compréhension", la bienveillance des donateurs vis à vis des gouverne-

ments récipiendaires ne devienne une sorte de connivence entre hauts responsables, les uns et les autres trouvant de bonnes raisons pour fermer les yeux sur les anomalies.

Il faut penser aussi à l'effet désastreux sur les fonctionnaires honnêtes et compétents de certains laxismes dont ils sont les témoins.

une aide contractuelle

La contradiction entre "ingérence" et "non-ingérence" pourrait être souvent résolue par une approche "contractuelle", comme l'explique dans ce numéro C. Bisailon (p.8). Il faut qu'un contrat très précis lie les aidés et les aidés, prévoyant des objectifs, un échéancier, des possibilités de réa-

justement en cours de route, des procédures en cas de dérapage ... Restent les cas difficiles parce que non chiffrables :

Que faire si les principes de la démocratie sont bafoués ? Si des journalistes sont mis en prison pour des délits relevant de l'insolence ? Où doit s'arrêter la naturelle bienveillance des pays aidés ?

Il existe bien des arguments pour ne pas intervenir : toute sanction est plus nuisible aux peuples qu'aux dirigeants, l'élévation du niveau de vie des peuples amène tout naturellement la démocratie et la liberté d'expression ... Ce n'est pas absolument faux, mais ces apparents scrupules dissimulent en fait la ferme et secrète volonté de ne pas nuire à des intérêts supérieurs.

le pillage des forêts continue

"Ecoute bûcheron, arrête un peu le bras ..."

19 compagnies thaïlandaises ont obtenu du ministère cambodgien de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche des concessions pour exporter les troncs d'arbres "coupés avant le 30 avril 1995", a révélé l'ONG britannique *Global Witness*.

1) contrats signés le 29 janvier 1996 :

- BLP Import-Export Ltd : 225 000 m3;
- S Containers Co Ltd : 140 000 m3;
- Chantaburi Romphorow Construction Co : 12 000 m3
- PT Agricultural Industry Ltd : 10 000 m3

2) contrats signés le 16 février 1996 :

- Siam Forestry Co Ltd : 125 800 m3

- SA Pharmaceutical Co Ltd : 30 000 m3

- Philler Products Ltd : 20 000 m3

- Chantaburi Romphorow Construction Co : 20 000 m3

- PT Agricultural Industry Ltd : 15 000 m3

3) contrats signés le 27 février 1996 :

- KGO Supply Co Ltd : 10 000 m3 non travaillé; 3000 m3 travaillé.

- Chakaphon Khamai Co : 500 m3 non travaillé, n° 1 (= 1ère qualité); 5000 m3, non travaillé, n° 2. 500 m3 travaillé, n° 1; 1500 m3 travaillé, n° 2.

- Enterprise TSD Co : 1 182 m3, non travaillé, n° 2; 1000 m3, travaillé.

- Pipat Forestry Co Ltd : 83 015 m3, non travaillé, n° 2

- Kanachanak Borj Co Ltd : 50 390 m3, non travaillé n° 2.

- SRR Co Ltd : 1 090 m3, non-

travaillé n° 1; 15 478 m3 non travaillé n° 2.

- Hua Weing Saw Mill Ltd : 400 000 m3, non travaillé n° 2.

- Wooden Supply Import-Export Ltd : 107 854 m3, non travaillé n° 2;

- Ruam Tuntummai Co Ltd : 20 000 m3, non travaillé n° 2;

- Display Tech Thailand Ltd : 25 000 m3, non travaillé n° 2;

Le total de ces permis est de **1 079 300 m3**

Chiffre au reste tout théorique parce que la déforestation, largement aux mains des militaires et des Khmers rouges, échappe à tout contrôle. L'énorme contrat *Samling* qui concerne l'est du pays s'ajoute encore à ce total, avec d'autres contrats moins connus.

Cette déforestation massive a deux aspects :

- en l'absence de replantations, elle appauvrit, dévaste le Cambodge et contribue puissamment à détraquer l'environnement

- et les revenus des ventes des arbres n'entrent pas dans le budget de l'Etat.

Côté environnement et pillage du patrimoine, il est évident que personne n'a le pouvoir d'arrêter le cours des choses. Le ministère de l'Environnement notamment est impuissant face au ministère de l'Agriculture.

Les anomalies financières en revanche sont du ressort du FMI, dont la mission principale est de veiller à l'orthodoxie des finances cambodgiennes. Le FMI a effectivement franché les sourcils devant l'énormité du scandale, et même "retenu" le versement de 20 millions de dollars prévu pour mars. Cette sévérité ira-t-elle au-delà de septembre ?

C'est peu probable, pour deux raisons. Parce que même "puni", et même s'il était résolu à agir, le gouvernement ne serait pas en mesure d'imposer sa volonté. Et parce que les organismes donateurs sont payés pour donner et non pour discuter.

A PROPOS ...

de la mise au pas de la presse d'opposition, de plus en plus contrainte à la prudence et à l'auto-censure.

hypocrisie

"Il y a beaucoup d'hypocrisie dans certaines déclarations, demandes d'investigations (toujours sans résultats) et ... condoléances ! La situation du Cambodge est absolument dé-

sespérée en ce qui concerne les droits de l'Homme et la liberté d'expression" écrit Sa Majesté le Roi dans le *Bulletin Mensuel de Documentation* de la 2ème quinzaine de mai, à propos de l'assassinat de Thun Bunly.

Le Roi est disposé à amnistier Chan Rattana et Hen Vipheak -qui attend son jugement en appel par la Cour Suprême-, si les deux Premiers ministres donnent leur accord.

Bassin du Mékong

Les ministres des Affaires Etrangères et de l'Economie des 7 pays de l'ASEAN, réunis le 19 juin à Kuala Lumpur, où étaient invités le Cambodge, la Chine, le Laos et le Myanmar, se sont mis d'accord sur le principe d'une coopération pour développer le Bassin du Mékong. Domaines sélectionnés : agriculture, industrie, forêts, transports, télécommunications, tourisme, formation. Un projet particulière-

ment soutenu par la Malaisie : la liaison ferroviaire Singapour - Chine par la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam, dite "Trans-Asia". Le Laos voudrait une liaison Thaïlande-Vientiane-Chine (Kunming).

L'ASEAN envisage de créer un fonds pour aider les pays les moins développés. Mais les pays les plus éloignés du Bassin du Mékong, Philippines, Indonésie, ont émis des réserves. Prochaine

(suite page 4)

Avec ses premières économies, au Cambodge, on achète une mobylette ou une télévision. Et dans l'ensemble des statistiques révélatrices du niveau de vie, c'est probablement en termes de taux d'équipement en téléviseurs que le Royaume obtient son meilleur score : 21 % des familles sont équipées en Province, 57 % en ville. De fait, quel Cambodgien n'a pas son lot, quasi quotidien, de feuilleton télévisé, de préférence chinois ?

CTV9 (Cambodian TV Channel 9) a été la première chaîne sur ce créneau. Créée en janvier 1993, quelques mois avant les élections sous la forme d'un consortium avec répartition des parts entre plusieurs membres du FUNCINPEC, sa mission première était de contrer TVK, la chaîne d'Etat, alors totalement aux mains du PPC.

Mais que diffuser, après la propagande politique, lorsque l'on a peu de moyens de production, et peu de personnel compétent ? En achetant quelques cassettes sur le marché, en provenance de Hong Kong, Taiwan, voire de Thaïlande ou de l'Inde, l'antenne a pu être remplie. Immédiatement, le public a suivi, CTV9 a crevé des plafonds d'audience et la solution provisoire est devenue une politique : aujourd'hui, sur 12 heures de programmes quotidiens, on compte en moyenne 9h30 de séries et programmes importés.

TVK qui pendant 10 ans avait joui d'une situation de monopole, s'est vite trouvée distancée et n'a jamais pu refaire son retard. "Nous diffusons des programmes culturels, éducatifs, mais les téléspectateurs préfèrent le kung fu" se plaint le directeur général,

LA TELEVISION AU CAMBODGE

Mao Ayuth. "Ils ont leur télécommande à la main alors la concurrence est difficile".

Les temps sont favorables à tous les adeptes de la petite boîte magique. Si l'on met de côté les trois chaînes (la vietnamienne

VTV, la russe OPT1 et la française CFI), depuis CTV9, trois autres chaînes "privées" se sont lancées, et deux réseaux câblés se mettent en place. D'autres projets existent, de chaînes et de réseaux. Une véritable ruée, dont on peut se demander si elle est économiquement raisonnable.

"Le Cambodge est un petit marché Il ne peut pas faire vivre trop de chaînes. Je pense que deux ou trois resteront. Les autres vont mourir"

l'Etat, les "politiques" et les "marchandes"

Pour rembourser les investissements (entre 5 et 10 millions de dollars pour une chaîne hertzienne, qui toutes ont opté pour un émetteur de 10kw permettant de toucher 70 % de la population, au moins 2 millions de dollars pour un réseau câblé) et faire tourner l'antenne, toutes les chaînes comptent sur la manne publicitaire. "Or, estime Khieu Kanharith, secrétaire d'Etat à l'Information, le Cambodge est un petit marché, il ne peut pas faire vivre trop de chaînes. Je pense que deux ou trois resteront et les autres vont mourir".

Décompte des combattants, sur le seuil de la guerre des chaînes :

D'abord TVK, la plus ancienne, chaîne "nationale" et porte-parole officielle du gouvernement. De cela, elle tire sa force, et un dilemme.

Sa force est celle d'une administration, à l'abri donc de la banqueroute, et qui bénéficie de l'aide internationale : française depuis 1991 (environ 5 millions de FF au total, moitié en matériel, moitié en formation); et japonaise (8 millions de dollars de dons d'équipements prévus

pour 1997).

Son dilemme, et il ira sans doute croissant, est d'être la chaîne du gouvernement alors qu'il a deux têtes. Certes depuis peu, les discours des deux Premiers ministres ne sont plus diffusés en intégralité. "S'il y a des attaques ou des insinuations, nous devons les couper", affirme Khieu Kanharith. Reste, comme le rapportait le *Phnom Penh Post* du 17 mai dernier, que la chaîne nationale, leader sur le créneau de l'information, est

CAMBODGE NOUVEAU
ne copie personne.
Ne le copiez pas.
Si vous le citez,
indiquez la source.

constamment sous la pression des deux camps.

Ensuite les "politiques" : CTV9 pour le FUNCINPEC et APSARA TV pour le PPC, lancée en avril dernier avec le soutien du groupe Thai Boon Roong via l'*Apsara Media Group*. Installée dans de magnifiques studios au sud de Phnom Penh, mais cruellement en manque de compétences, elle s'annonce comme une chaîne éducative et culturelle. L'une et l'autre, outils hautement stratégiques pour leurs partis, ont un avenir assuré au moins jusqu'aux prochaines élections.

Enfin les "marchandes" -qui tout de même ont su s'assurer des appuis politiques. Ainsi Channel 5, remplaçante d'IBC, est née d'un accord insolite entre le Ministère de la Défense cambodgien et le groupe thaï *Mica Media* (contrôlé par la société de production Kantana et la compagnie pharmaceutique *Nakorn Patana*). Les deux partenaires se partagent l'antenne : avant 20h00 pour le Ministère de la Défense, sans publicité; après 20h00 pour *Mica Media*, avec publicité. De même, la compagnie *KCS (Kampouñ Keomony et Sommart Satitsatian*, par ailleurs propriétaire d'un des deux réseaux câblés) détient 65 % de la dernière née, TV3, les 35 % restant revenant à la Mairie de Phnom Penh.

Cambodge Nouveau
le lieu où s'informent
et communiquent
le secteur public
et le secteur privé, les
responsables Cambodgiens
et étrangers

A PROPOS ...

réunion en juillet à Jakarta.

Enquête dans les campagnes

Une quarantaine d'étudiants appartenant à 2 Facultés vont réaliser une enquête socio-économique sur le milieu rural, à l'initiative du CCRD, nous dit M. Tea Eav Ho. Les étudiants dans leur immense majorité n'ont aucune connaissance des milieux

ruraux, des problèmes des paysans, qui constituent pourtant 85 % de la population. Les résultats seront présentés à la mi-juillet.

renoncement

Beacon Hills Associates, qui devait construire une centrale électrique de 60 MW, renonce, son partenaire américain faisant défaut, informe le *Cambodia Daily* du 28 juin, qui souligne la faiblesse du système décisionnel

cambodgien. Il ne dispose d'aucun moyen pour contrôler le sérieux des projets d'investissement

Vietnam

Vo Van Kiet, Premier ministre, 73 ans, Le Duc Anh, Président, 75 ans, et Do Muoi, Secrétaire général du Parti, 79 ans, conservent leurs postes respectifs, ont décidé les 1 200 délégués au Huitième Congrès du Parti communiste (29 juin-1er juillet). De

nauts responsables de la police et de l'armée viennent renforcer le très conservateur Comité central du parti, élu pour 5 ans. La politique d'ouverture aux investissements étrangers ne sera pas modifiée. Mais on s'efforcera de corriger les "dérives" : contrebande et dégradation de la moralité.

Singapour

Après 30 ans de séparation,

(suite page 8)

LA TELEVISION AU CAMBODGE

Si les trois "publiques" et "politiques" peuvent se permettre, pour un temps, et pour la cause qu'elles défendent, de perdre de l'argent, les deux marchandes, elles, comptent bien dégager des bénéfices.

TV3, dont la mise à l'antenne est prévue pour début juillet, diffusera, selon Kampoun Keomony "les programmes que veulent les gens, pour attirer une forte audience" et donc drainer des publicités. De même, le matraquage publicitaire auquel s'est livré Channel 5 pendant le Championnat d'Europe de football est-il révélateur d'un objectif, par ailleurs compréhensible : la chaîne ne rentre qu'environ 100 000 dollars de publicités par mois, pour un budget de 160 000 dollars, le plus élevé pour une télévision au Cambodge. Canal 5 en effet est la chaîne qui innove le plus avec, à côté des inévitables séries, plusieurs magazines

pas mal ficelés, directement copiés de Thaïlande et dont la fabrication est étroitement contrôlée par des consultants thaïs.

la guerre des images

Le 21 juin Hun Sen déclarait : "je demande aux marques d'alcool et de cigarettes de cesser de faire de la publicité dans des programmes étrangers". De quoi faire frissonner les directeurs de chaîne, lorsqu'on sait que ces produits assurent en gros les 2/3 des budgets publicitaires et se concentrent sur les programmes les plus regardés : séries chinoises ou thaïe.

Derrière les probables arrières-pensées politiques (CTV9 fonde sa programmation sur ces séries, tandis qu'APSARA TV déclare vouloir diffuser plus de programmes khmers) se trouve un vrai problème. Khieu Kanharith : "Le ministère de l'Information voudrait que toutes les chaînes

s'intéressent à la production locale. Elle est mourante".

De fait, en 1991, le Cambodge produisait 157 films, diffusés dans plus de 10 salles de cinéma à Phnom Penh. En 1995, pas un seul, pour la dernière salle, moribonde. Au nom de la création culturelle, un arsenal de quotas de diffusion et obligations de production ont permis, en Europe, d'éviter un tel désastre. Mais le Cambodge n'a encore aucune loi audiovisuelle, et tout indique qu'il attendra encore longtemps.

"Nous préférons les rencontres, les discussions. Le Ministère de l'Information envoie régulièrement à chaque chaîne des lettres de recommandations, et définit au fur et à mesure un code de conduite" explique Khieu Kanharith.

Aujourd'hui, une série khmère serait en cours de production

pour APSARA, une autre chez TVK, et quatre pour TV3.

Mais personne ne sait où il va. Ni les chaînes, jusqu'ici tranquilles, avec leurs programmes importés, à bas prix et populaires. Ni le secteur de la production privée, dont les quelques survivants se sont reconvertis dans le doublage de films étrangers et dans le karaoké, mais qui pour la fiction sont à court de savoir-faire, de scénaristes, de techniciens, d'acteurs. Le public, et avec lui les annonceurs, suivront-ils ?

En l'absence de règles bien définies, le paysage audiovisuel du Cambodge pourrait devenir un nouveau champ de bataille. Si oui, la guerre des images risque d'être dure. Une guerre d'abord politique, puis économique, et aussi celle d'une identité culturelle.

George Francis

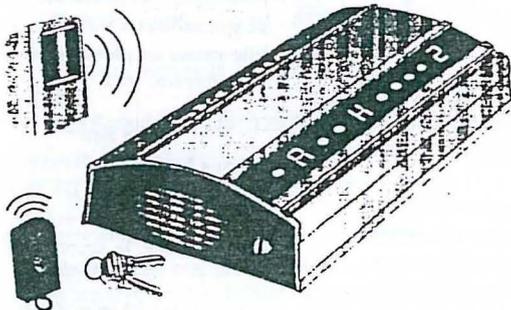
Do you need

- ☞ a good security guard who never sleeps ?
- ☞ a good friend staying with you every time ?
- ☞ a real bodyguard for your own safety ?
- ☞ a real alarm system for your properties, offices, shops, warehouses, workshops or factories ?

You do !



SECTRA C9



Now, available in Cambodia the new Ultimate High-tech Security Alarm System (infrasound + Radio) for easy use with maximum results for your safety !

SECTRA C9 :

1 year warranty

New German developed electronic product

Easy installation without cables

Power supplies : D/C 12 V rechargable battery & A/C 220 V

Control Option : Volume, Sensibility, Program

Call us for free demonstration :

Khmer Agencies Co Ltd

22, Keo Chea Street, P. Penh

☎ (55-23) 426730/ 427549

Fax : (855-23) 426962

hévéculture : vers l'auto-destruction ?

Les Khmers, qui se sont entretués presque jusqu'à disparaître, qui organisent le massacre de leurs forêts, sont-ils en train maintenant de condamner leur hévéculture, l'une de leurs richesses les plus réelles, à une fin prochaine ?

En apparence rien n'avance dans le dossier de la privatisation des plantations d'hévéas pourtant officiellement décidée en janvier 1994. Il semble même y avoir net recul, si l'on s'en tient aux propos officiellement tenus par le second Premier Ministre, à Krek, le 21 juin.

Rappelons qu'il existe 8 plantations, dont 6 "gouvernementales" (celle de Tapao appartient au PPC, celle de Ratanakiri n'est plus sous la tutelle de la Province et pas encore sous celle du ministère de l'Agriculture).

des conditions idéales

Rappelons aussi que la terre et le climat du Cambodge forment des conditions presque idéales pour l'hévéculture, de sorte que la surface actuellement exploitée, environ 45 000 ha, pourrait être multipliée par dix, et les rendements par deux, si les autres conditions nécessaires (volonté politique, financement, savoir-faire) étaient réunies. Le marché international, en tous cas, est en pleine expansion, et vraisemblablement pour longtemps.

De sorte que des investissements importants dans l'hévéculture cambodgienne semblent raisonnablement justifiés, du point de vue des planteurs professionnels. Et que le Cambodge devrait à l'évidence favoriser ces investissements, l'hévéculture étant l'une de ses ressources potentielles majeures (c'était le cas jadis). Il n'en a pas tant ! Au lieu de cela, il dilapide son capital sans voir que le comportement actuel, s'il perdure, aboutira à la fin de l'hévéculture au Cambodge.

négociations : on patauge

Il existe des compagnies étrangères candidates à la reprise de ces plantations.

Ce sont d'une part quelques compagnies européennes, en général françaises qui ont une longue expérience en la matière, expérience asiatique (ce sont des

français qui ont créé, entre autres, toutes les plantations du Cambodge et du Vietnam) et, depuis leur départ d'Indochine, expérience africaine. La recherche de pointe continue à être française. Elles ont d'autres part la possibilité de trouver les capitaux nécessaires pour des investissements à long terme. Ces compagnies ont fait depuis longtemps des offres pour réhabiliter, gérer, étendre les plantations. Sans succès jusqu'ici, et dans un climat qui se détériore. Et d'autre part des sociétés malaisiennes, en association avec des hommes d'affaires cambodgiens, dont les propositions sont mal connues, et que l'on devine plus désireuses de réaliser des profits rapides que des investissements lourds et à long terme.

Où en sont les négociations ?

Entre *Terres-Rouges Consultant* et le gouvernement, au sujet des plantations de **Chup** (et de **Krek** ?), pour lesquelles un protocole d'accord a été signé en octobre 1995, sans être rompues, elles ne progressent pas.

Pas de progrès non plus, autant que l'on sache, du côté de **Chamcar Andong**, que pourrait reprendre la **SODECI**;

Aldec (*Safic-Alcan* française et *Mardec* malaisienne) a signé en mai un protocole d'accord concernant la plantation de **Memot**, et va envoyer une mission d'évaluation sur le terrain en juillet. Restera ensuite à négocier la formule de la privatisation et les conditions financières...

Concernant la plantation de **Ratanakiri** (2300 ha exploités), les négociations entre la société cambodgienne *Tay Seng* (qui disait avoir obtenu la concession de la plantation) et la société belge *SIAT*, depuis longtemps candidate, ayant échoué, *SIAT* s'est retirée. En fait le contrat entre *Tay Seng* et le gouvernement n'est toujours pas signé. *SIAT* pourrait s'intéresser à la plantation de **Snoul**.

Concernant la plantation de **Krek**, la nouvelle usine acquise par la société cambodgienne *Mong Reththy* a été inaugurée officiellement en présence d'ambassadeurs et d'experts le 21 mai. *Mong Reththy*, étroitement lié à des intérêts malaisiens, cherche à obtenir la location de **Krek**, que recherche aussi *Terres Rouges Consultant*.

Les nouvelles presses acquises en Malaisie par *Mong Reththy* pour **Krek** et **Chup** (C.N. n° 45) ne correspondent à aucun apport d'argent "frais" : elles lui sont payées par le gouvernement en droits d'exporter sans taxes 14 000 t de caoutchouc.

Enfin mentionnons que l'**Institut de Recherche sur le Caoutchouc Cambodgien** (IRCC) financé par la France, destiné à la recherche et à "certifier" le caoutchouc cambodgien (pour qu'il puisse être vendu aux prix du marché international et non 20 à 30 % au-dessous) n'est toujours pas, après deux ans, opérationnel. De sorte que les spécialistes français du CIRAD ne peuvent pas exercer leur savoir-faire qui n'est destiné pourtant qu'au seul bénéfice de l'hévéculture cambodgienne.

D'une façon générale, la plus grande confusion règne au niveau des décideurs. Les plantations semblent offertes à des comparses plutôt qu'à des partenaires. Dans une ambiance de tripot et de faux-semblants, les compagnies occidentales sentent peu à peu leurs chances diminuer.

production :

rêves et réalités

Apparemment pourtant, tout irait plutôt bien. Il est vrai que la production a nettement progressé depuis le début de 1996 (voir tableau). Ces progrès suscitent une bouffée de satisfaction chez les responsables cambodgiens et en particulier chez le second Premier ministre. On peut le comprendre.

Mais la réalité, moins satis-

faisante, est que :

1) ces progrès, forts en pourcentages, portent sur des quantités très faibles; ils sont dus à des conditions climatiques favorables (pluies précoces) et à des excès de saignées. Il reste à les confirmer dans les mois et les années qui viennent.

2) les rendements restent très bas, 1 tonne/ha ou moins, au lieu du double, et ne peuvent susciter aucune fierté. Les plantations sont mal exploitées, souvent trop saignées, de sorte que leur durée ne peut plus être que brève.

3) la fraude et les vols sont considérables, l'Etat ne reçoit de ce fait qu'une faible partie des produits financiers. Les bénéficiaires de ces fraudes empêchent toute réforme du système actuel qui leur convient très bien.

4) les replantations sont très insuffisantes (voir tableau) : dans quelques années les arbres, qui approchent de leur fin de vie naturelle, auront cessé de produire, les jeunes ne produiront pas encore, les capitaux nécessaires à la reprise seront donc, en l'absence de tout revenu, beaucoup trop élevés pour tenter quelque investisseur que ce soit. Fin de l'hévéculture au Cambodge.

fin de l'aide française ?

Le tableau n'est donc pas encourageant. Si aucun accord n'était vraiment conclu dans les mois qui viennent entre le gouvernement cambodgien et les investisseurs français, la France, qui a maintenant dépensé environ 25 millions de FF, presque en pure perte, pour l'hévéculture cambodgienne, retirerait son équipe de spécialistes à la fin de l'année. Elle prend de premières dispositions dans ce sens.

Hun Sen :

pas besoin des étrangers

A ce tableau que les investisseurs étrangers peuvent trouver assez sombre, le second Premier Ministre vient d'ajouter une touche que l'on peut qualifier de funèbre. D'après la traduction en anglais de ses propos, Hun Sen a dit en substance le 21 juin : *1) j'ai examiné plus de 30 projets de sociétés étrangères souhaitant investir dans des plantations existantes, mais nous souhaitons qu'elles investissent dans des*

plantations nouvelles, et elle y trouveront un retour d'investissement en 5 ans;

2) J'ai dit à beaucoup de sociétés malaisiennes qui voulaient investir dans les plantations existantes de ne pas s'occuper de ces plantations, mais seulement des terrains disponibles. Il y a tant d'hectares vacants ! Une plantation de caoutchouc leur donnera 2000 \$ par ha, et ils n'auront besoin que de 1 700 \$ pour replanter, ils feront donc un profit de 300 dollars par ha. Je les prévient : n'essayez pas d'entortiller Hun Sen !

Avec des contrats de ce type, il y aura des Cambodgiens pour investir dans ces projets;

3) désolé pour les Français qui ont fait aussi des propositions concernant les plantations existantes, mais je ne les autoriserai pas. Nous ne permettrons pas qu'ils nous oppriment de nouveau, et s'ils ne veulent pas que mes deux enfants continuent leurs études en France, je les ramènerai ici, mais nous ne subirons plus de punition économique (...)

Avec des usines comme celle-ci, capables de produire du caoutchouc de qualité, nous espérons que la production augmentera en qualité et en quantité (...). Ces propos suscitent plusieurs réactions, diverses voire contradictoires :

stratégie désastreuse

1) première explication : il s'agit d'un discours électoral, tenu par le second Premier Ministre dans son fief, le Kompong Cham. En insistant lourdement sur les mérites propres des Cambodgiens, capables de tout faire eux-mêmes, et en proclamant son indépendance totale vis-à-vis des intérêts étrangers "opresseurs", aux dépens même de ses intérêts les plus personnels (les études de ses enfants en France), il apparaît

comme "intégréissime", et supernationaliste. Il s'attire ainsi un succès facile, et combat en même temps les autres candidats utilisant les mêmes thèmes (Ranariddh, Sam Rainsy).

2) deuxième hypothèse : c'est une capitulation totale du gouvernement devant les intérêts privés qui profitent de la situation actuelle. Selon cette hypothèse, le gouvernement souhaiterait vraiment confier la gestion des plantations à des compagnies étrangères compétentes, et faire entrer dans les caisses de l'Etat les produits du caoutchouc, mais il ne réussit décidément pas à faire lâcher prise aux intérêts privés en place. Le discours de Hun Sen serait un aveu officiel et une façon de prévenir les étrangers : il ne vous reste qu'à créer de nouvelles plantations.

3) troisième hypothèse : ce n'est pas une capitulation, mais un brouillard verbal destiné à dissimuler que désormais tout sera comme avant : connivence entre les exploitants des plantations et le gouvernement (en fait quelques décideurs), les produits financiers des plantations servant à financer les partis politiques, et certains intérêts privés. Les deux Premiers ministres n'ont aucune intention de laisser les étrangers modifier ce système.

Tous les discours sur la privatisation des plantations tenus depuis des années n'ont servi qu'à faire durer le plus longtemps possible l'illusion et les aides étrangères, en finances, en études, en expertises, en formation etc ... La réalité est que le gouvernement se réserve l'exploitation aujourd'hui juteuse des plantations existantes et se moque de leur prochaine disparition.

Dans cette troisième hypothèse,

le discours du second Premier Ministre devrait ouvrir les yeux aux investisseurs étrangers qui, à mesure que le temps passe, commencent à soupçonner qu'on les mène en bateau.

Et aux donateurs de la conférence de Tokyo, pour le cas où ils se poseraient des questions.

conclusions pratiques

Le plus clair du discours du second Premier Ministre est qu'on laisse aux étrangers le soin de créer des plantations nouvelles, c'est à dire de faire des investissements lourds, et que l'on se garde entre Cambodgiens le produit des plantations existantes.

Le thème de l'indépendance et de la capacité cambodgienne est tout à fait respectable. C'est même l'objectif de toute l'assistance étrangère de voir le Cambodge voler de ses propres ailes, investir et gérer lui-même ses affaires, sans l'assistance de quiconque.

Mais les rares Cambodgiens qui s'intéressent aux plantations d'hévéas reconnaissent eux-mêmes qu'ils n'ont ni les capitaux ni les connaissances nécessaires. On peut craindre que les Cambodgiens, associés ou non à des intérêts malais, qui se lancent dans l'hévéaculture se contentent d'exploiter l'existant (saigner beaucoup pour faire de l'argent rapidement, ou même couper les arbres).

Ils font parfois appel, discrètement, à des partenaires étrangers. Mais un accord est difficile, voire impossible, entre des gens qui, pour les uns, veulent un retour d'investissement rapide, à l'asiatique, et les autres qui entendent investir pour 50 ans, et ne comptent pas gagner d'argent avant 5 à 7 ans. Pour l'instant rien n'a abouti. Quant à investir massivement dans de nouvelles plantations,

comme le second Premier ministre le propose aux étrangers, c'est un rêve. "Personne ne voudra risquer des millions de dollars sans aucune rentrée avant 7 ans, pour un retour d'investissement d'environ 15 ans, dans un pays qui n'offre aucune garantie, nous dit un planteur européen. "Dans ces conditions, on a intérêt à investir dans n'importe quoi d'autre, et dans un autre pays. Les chiffres donnés par le second Premier ministre (un retour d'investissement en 5 ans) sont tout à fait fantaisistes. Les grands bailleurs de fonds ne financeront pas".

croire au miracle ?

Peut-on imaginer que la situation puisse être rétablie ? Avec un optimisme que pour l'instant rien ne justifie, on peut imaginer :

1) qu'il se trouve des investisseurs cambodgiens qui raisonnent pour le long terme et se transforment en planteurs;

2) que des investisseurs étrangers sérieux convainquent des bailleurs de fonds de faire les investissements massifs nécessaires à la création de plantations nouvelles.

En attendant ces miracles, le gouvernement a perdu à peu près toute crédibilité en matière d'hévéaculture à force de confusion et de tergiversations. Le Cambodge, pour les planteurs sérieux, est en train de perdre tout attrait. Bientôt, ils s'épargneront la peine de faire le voyage de Phnom Penh, qu'on leur a fait faire tant de fois pour rien. *

production de caoutchouc

5 mois 1996, par plantation

Chup	1 024 t.
Krek	1 228
Chamcar Andong	2 111
Bengket	1 080
Memot	1 871
Snoul	842

production en nette hausse

(six plantations "gouvernementales")

	latex	diff. 96/95	total avec coagulum
janvier	3 710 t.	+ 57,7 %	4 086 t.
février	1 235	+ 40,6 %	1 459
mars	316		497
avril	1 760	+ 44,0 %	1 824
mai	3 607	+ 38,4 %	3 859

(le faible chiffre de mars correspond à l'"arrêt de saignée" annuel).

Source statistique : DGPH

replantations

5 mois 1996, par plantation, en ha

	1994	1995	1996
Chup	100	75	-
Chamcar Andong	-	50	-
Memot	-	-	161,8
Krek	116	373	300
Bengket	60	64,2	-
Snoul	-	52	21

Tribune libre

"pourquoi je me retire ..."

Avocat-légiste au ministère fédéral de la Justice du Canada, maître Claude Bisailon termine une mission à l'Assemblée Nationale, où il a travaillé à titre de Conseiller juridique dans le cadre d'un programme d'Asia Foundation. Il dit en toute clarté pourquoi il a décidé de se retirer avant la fin de sa mission, et quels seraient selon lui les moyens d'améliorer un système qui fonctionne mal. Des idées à retenir.

Je savais que ma mission exigerait beaucoup de patience et de doigté. Tout parlement est une institution où politique et droit se recourent, mais plus particulièrement au Cambodge, où la présence d'un gouvernement de coalition entre deux formations rivales constitue une caractéristique singulière. Je savais que j'aurais à vaincre bien des résistances, même si je disposais de l'appui de la présidence de l'Assemblée. Que vient donc faire un juriste étranger dans les affaires législatives du pays ? Le domaine de la loi relevant de l'exercice de la souveraineté nationale, seuls les nationaux sont en mesure d'en débattre.

Mais au Cambodge il y a les traces de l'histoire. Mais il y a la démocratie à instaurer, le parlementarisme à mettre en place. L'une et l'autre sont méconnus, chacun s'en faisant ici une idée bien précise, qui provient plus de l'impression que de la pratique.

le vernis de la réconciliation est bien mince

Passés les premiers mois à me faire connaître, d'une part, et d'autre part à me pénétrer de la culture khmère, j'ai commencé à saisir la spécificité de la pratique parlementaire cambodgienne, ainsi que les relations particulières entre le législatif et l'exécutif et aussi à percevoir l'influence très réelle, bien qu'occulte, des partis. Et de con-

stater bientôt que le vernis de la réconciliation est bien mince.

Je ne me faisais guère d'illusions sur la portée réelle de mon travail : mes rapports aux diverses commissions parlementaires sur les projets de loi qu'elles étudiaient comportaient parfois des commentaires, parfois des recommandations. A elles d'en débattre et d'en décider.

décourageant

Je me souviens d'avoir dit en boutade : *"J'ai l'impression d'être rémunéré par une organisation qui veut que je fasse quelque chose, pour des gens qui ne veulent pas que je fasse cette chose, même s'ils la demandent"*.

Après cette décourageante constatation, j'ai néanmoins pu ajuster le tir et diriger mes efforts là où je croyais être en mesure d'obtenir des résultats.

Les blocages sont certainement de nature institutionnelle. Internes et externes.

Internes en ce que les conseillers juridiques n'ont accès qu'à la commission, dont les pouvoirs sont en réalité moindres - coalition et réconciliation nationale obligent - que ceux dont

elle dispose sur le papier. D'où la portée très limitée de leurs interventions. D'ailleurs les commissions sont libres de les consulter ou non, là encore la politique joue, certaines commis-

"j'ai l'impression d'être rémunéré par une organisation qui veut que je fasse quelque chose pour des gens qui ne veulent pas que je fasse cette chose"

sions sont plus ouvertes à le faire, d'autres sont plus réticentes. Mais le seul endroit où la loi peut être modifiée n'est pas la commission, c'est l'Assemblée plénière, à laquelle les conseillers juridiques n'ont pas accès. Et rares sont les députés qui consulteront les conseillers juridiques, même khmers, pendant le débat. C'est pourtant là qu'ils seraient le mieux en mesure d'intervenir, ponctuellement, pour répondre aux questions de nature juridique posées par les députés, et éclairer le débat.

rivalité d'approche

Je ne veux pas insister sur les obstacles externes. Je rappellerai seulement la réelle rivalité d'approche entre les organisations de formation juridique civiliste et celles de droit anglo-américain.

Et celle entre les promoteurs des droits de l'homme et les pragmatiques. Sans compter que les programmes des donateurs se contredisent parfois, chacun ayant

des objectifs bien particuliers à réaliser, parfois soumis à des contraintes politiques extérieures.

J'ai donc tiré les conséquences de ces obstacles : n'étant pas en mesure de les lever, ni même de les contourner, à court ou à moyen terme, je me retire. J'éprouve en effet un certain scrupule à être rémunéré uniquement pour la forme. J'espère, sans trop d'illusions, que le contribuable américain m'en saura gré ...

mieux cibler l'aide

Que le lecteur ne se méprenne pas, je ne quitte pas sur un constat d'échec. mais sur l'idée qu'il faudrait davantage "cibler" l'aide offerte aux institutions comme l'Assemblée Nationale.

De l'aide, ses responsables en veulent et en redemandent. Mais sont-ils prêts à contribuer à son efficacité ? Ils sont les seuls à pouvoir déterminer l'objectif à réaliser.

Pour moi, je verrais plutôt les donateurs passer des "contrats" où seraient précisés l'objectif de la mission, mais aussi les moyens à mettre en oeuvre pour l'atteindre.

des contrats plus précis, et mieux contrôlés

Ce que le donateur doit faire, mais aussi ce que l'institution visée fera pour atteindre l'objectif mutuellement consenti.

Sa réalisation ferait l'objet d'une vérification ponctuelle, les adaptations nécessaires étant apportées en tant que de besoin.

A la fin, chacun y trouverait son compte. L'institution aurait activement participé à la réalisation de l'objectif, et le donateur aurait une idée précise du résultat obtenu, pouvant ainsi répondre à son gouvernement ou aux organismes qui le financent.

A PROPOS ...

gapour rejoindra-t'il la Fédération de Malaisie ? C'est l'idée surprenante émise par l'ancien Premier ministre Lee Kuan Yew, qui a brillamment conduit la ville-Etat indépendante au succès. Arguments : les progrès de l'économie malaisienne et du niveau des différences. Une condition toutefois, souligne Lee Kuan Yew

: il faut que les Malaisiens remplacent leur "malaisisme" par la "méritocratie". Côté Malaisie, on imagine très mal la réintégration de Singapour, qui donnerait une force supplémentaire considérable à l'élément chinois et pourrait compromettre un équilibre délicat. En tous cas il est clair que Singapour a la force de renforcer son activité et ses réseaux vers le nord, dans le sud-est asiatique en plein développement.

Le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



Directeur de la publication : Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Horn Phally
Mise en page : Jean Cévennes
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh
est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande